



Clinton ouvre un nouveau front avec le Mexique

« Au Mexique l' « insurrection » des cartels augmente »

Par [David Brooks](#)

Mondialisation.ca, 10 septembre 2010

[La Jornada](#) 10 septembre 2010

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

La secrétaire d'État Hilary Clinton a déclaré aujourd'hui qu'au Mexique la menace du trafic de stupéfiants se transforme en quelque chose de semblable à une « insurrection », dans laquelle les *chefs* « contrôlent certaines parties du pays », ce qui fait que celui-ci ressemble de plus en plus à la Colombie d'il y a 20 ans.

« Nous sommes confrontés – a-t-elle considéré – à la menace croissante d'un réseau bien organisé, une menace du trafic de stupéfiants, qui dans certains cas, se transforme en, ou fait cause commune avec, ce que nous considérerions une insurrection au Mexique et en Amérique Centrale. »

En réponse à la question de comment mettre en place les stratégies antidrogue dans l'hémisphère – lors d'un forum où elle a présenté un discours sur la politique extérieure du gouvernement de Barack Obama, qui a lieu au siège à Washington du Conseil des Relations extérieures – Clinton a réitéré son admiration pour le « courage » et l'engagement du président Felipe Calderon, et elle a insisté dans ce que les États-Unis assistent le Mexique afin d'améliorer sa sécurité publique, son travail d'intelligence et sa capacité à arrêter et à enquêter sur les narcotrafiquants.

Mais en même temps elle a souligné que « ces cartels de la drogue démontrent de plus en plus d'indices d'insurrection. Tout d'un coup apparaissent des voitures-bombe, qui n'existaient pas avant », a-t-elle répondu à Carla Hills, qui fut la représentante du Commerce des États-Unis et une des principales négociatrices du Traité du Libre Commerce de l'Amérique du Nord.

« Alors cela revient, on voit de plus et plus comme dans la Colombie depuis 20 ans, où les narcotrafiquants contrôlent certaines parties du pays, mais pas des parties significatives », a-t-elle corrigé, après avoir rappelé que forces des insurgés sont arrivées à dominer 40 pour cent du pays sudaméricain.

Dans sa vaste réponse, Clinton a dit que, pour affronter ce problème, on a besoin d'une capacité institutionnelle et d'une sécurité publique améliorée, et, « où cela est adapté, d'un appui militaire pour cette sécurité publique », avec une volonté politique. Elle a insisté sur que le fait que Mexique « a la capacité », et bien que les autorités du pays désirent faire le plus qu'elles peuvent par elles mêmes, elles sont « très disposées à accepter des conseils ».

Elle a remarqué que les nations de l'Amérique Centrale n'ont pas cette capacité, et elle a assuré que les États-Unis répondent aux appels, comme celui de la nouvelle présidente du Costa Rica, pour développer « ce que nous avons en Amérique Centrale ».

Elle a ajouté : « nous avons besoin de penser quels sont les équivalents » du Plan Colombie pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes.

Elle a reconnu que le plan pour le pays sudaméricain « a été contestable ; je viens de passer par la Colombie, et il y avait des problèmes et il y a eu des erreurs, mais cela a fonctionné ».

De nouveau elle a reconnu que les drogues sont consommées aux États-Unis et que les armes s'écoulent vers le sud, affirmant : « j'ai une sensation réelle de responsabilité pour faire tout ce que nous pourrons ».

Apparemment Clinton a oublié la controverse que le gouvernement d'Obama a provoquée au début de 2009, quand un rapport du Pentagone a souligné que le Mexique était en danger de devenir un « État failli », et d'autres voix officielles à Washington ont exprimé leur préoccupation sur le fait que le gouvernement mexicain avait perdu le contrôle effectif de parties de son territoire.

« Dire que le Mexique est un État failli est absolument faux... Il n'a perdu aucune partie, pas une seule part, du territoire », a affirmé Calderon dans un entretien avec l'agence AP en février 2009, dans la réponse à ces évaluations du gouvernement étasunien, message qu'il a répété aux médias internationaux tandis que son gouvernement transmettait sa contrariété pour ces qualificatifs à ses nouveaux interlocuteurs à la Maison Blanche et au Département de l'État.

Le sous secrétaire d'État pour les sujets internationaux sur les narcotiques, en février de l'année dernière, David Johnson a dû affirmer qu'il ne partageait pas les commentaires de quelques fonctionnaires étasuniens sur le fait que le gouvernement mexicain n'avait pas le contrôle effectif de certaines parties du territoire national.

Peu après, lors de sa première visite au Mexique, en mars de l'année dernière, Clinton a essayé de s'éloigner de ceux qui affirmaient qu'il y avait un danger de perdre le contrôle de certaines parties du territoire.

Elle a souligné le concept de « responsabilité partagée » et a assuré que les deux gouvernements étaient confiants dans le succès de la lutte des antinarcotiques.

Aujourd'hui tout cela semble avoir été mis de côté, ou peut-être négligé. Mais oui, ses commentaires sur le sujet ne faisaient pas partie d'un discours préparé.

En fait, dans son vaste exposé, Mme Clinton n'a pas abondé sur le problème du trafic de stupéfiants, et elle a seulement mentionné le Mexique comme faisant partie d'une liste de pays alliés, sans insister sur la relation bilatérale, et l'Amérique Latine était presque absente (avec quelques mentions sur le Brésil) dans son discours la politique extérieure du gouvernement d'Obama.

Ou alors, sans cette question, Clinton n'aurait touché ces sujets qu'après avoir offert le panorama international et les défis pour les États-Unis. Plutôt, elle a souligné le Moyen-Orient, les relations avec l'Inde, les conflits avec l'Iran et la Corée du Nord, la crise au Soudan, entre d'autres, en remarquant les avancées de la diplomatie étasunienne durant dernières deux années.

Son discours s'est concentré sur comment les États-Unis maintiendront leur leadership dans un monde de plus en plus complexe. « Laissez moi le dire clairement : Les États-Unis

peuvent, doivent et seront le leader de ce nouveau siècle. En fait, la complexité et les connexions du monde actuel ont octroyé un nouveau moment étasunien, un moment dans lequel notre leadership global est essentiel, même si nous devons fréquemment exercer le leadership d'une nouvelle façon ... Ceci est un moment qui a doit être pris au prix d'un dur travail et avec des décisions audacieuses, pour établir les fondements d'un leadership étasunien perdurable pour les décennies futures ».

New York, le 8 septembre 2010.

[La Jornada](#). Mexique, le 9 septembre 2010, p. 2

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

La source originale de cet article est [La Jornada](#)

Copyright © [David Brooks](#), [La Jornada](#), 2010

Articles Par : [David Brooks](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca